

(A)
(N° 94.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1918-1919.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE FÉVRIER 1919.

FEUILLETON AU 10 MARS 1919.

PÉTITIONS EXAMINÉES PAR LA COMMISSION.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

1. 102. Par pétition datée de Grand-Reng (Hainaut), le 1^{er} février 1919,

Les sieurs Claes et A. Juste, respectivement président et secrétaire de la Ligue des Déportés de Grand-Reng, au nom des 130 habitants de cette commune déportés en Allemagne attirent l'attention de la Chambre sur la pénible situation dans laquelle se trouvent ceux-ci, et sur la réparation qui leur est due pour les dommages subis du fait de leur longue détention.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires économiques.*

2. 103. Par pétition datée de Champlon, le 10 février 1919,

Les instituteurs du cercle de Champlon (Luxembourg) sollicitent :

- 1^o Le relèvement du barème des traitements;
- 2^o L'égalité avec les autres employés de l'État;
- 3^o L'allocation quotidienne de 6 francs et du supplément pour la femme et pour les enfants, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1917.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.*

Numéros
du
feuilleton. Numéros
du registre des
pétitions.

2. 105. Par pétition datée de Ham-sur-Sambre, le 12 février 1919,

Le sieur Depasse, Joseph, milicien de 1900, ayant fait toute la campagne, licencié depuis le 1^{er} janvier 1919, demande à quelle autorité il doit s'adresser pour obtenir que le Comité de sa commune lui délivre le pain auquel il a droit. — L'intéressé est mineur de son état.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.*

4. 107. Par pétition datée de Barvaux, le 13 février 1919,

Des gendarmes pensionnés de l'arrondissement de Marche (Luxembourg) prient le Gouvernement d'augmenter leur pension de vieillesse, de reviser la loi réglant celle-ci et de leur accorder des indemnités de vie chère.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

5. 108. Par pétition, datée de Comblain-au-Pont, le 15 février 1919,

Le sieur Remy, instituteur retraité à Comblain-au-Pont, demande le maintien, dans cette commune, de la gare de Liotte, et l'installation d'un service postal dans ladite gare.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.*

6. 111. Par pétition, datée de Moorseele, le 17 février 1919,

Le sieur Xavier van den Hoecke demande l'intervention de la Chambre pour empêcher les sociétés d'assurances sur la vie de priver de leurs droits les assurés qui n'ont pas pu payer les primes pendant la guerre.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.*

7. 112. Par pétition, datée d'Ostende,

Le Comité de la Fédération des classes moyennes à Ostende communique à la Chambre les vœux exprimés en assemblée générale du 23 janvier 1919, relatifs à :

a. L'amélioration plus rapide des moyens de transport, par l'emploi des chômeurs ou des prisonniers allemands;

Numéros
du
feuilleton. Numéros
du registre des
pétitions.

- b. L'indemnisation pour tous les dommages de guerre;*
- c. L'organisation du crédit pour les classes moyennes;*
- d. Représentation de la classe moyenne dans toutes les Commissions et tous les Comités officiels;*
- e. Le développement de l'office des classes moyennes;*
- f. La remise du droit de patente pour les personnes qui ont refusé, par patriotisme, de continuer leurs affaires pendant la guerre;*
- g. La protection de la classe moyenne dans son organisation professionnelle.*

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, M. le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, M. le Ministre des Affaires économiques.*

8. 114. Par pétition datée d'Ardoye, le 12 janvier 1919,
 MM. les Président et Trésorier du « Burgersbond »
 d'Ardoye communiquent à la Chambre qu'ils appuient
 les décisions prises par la Fédération des classes
 moyennes de Bruges.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie,
 et du Travail.*

9. 115. Par pétition datée de Tirlemont, le 16 février 1919,
 La demoiselle Emérence Mertens sollicite l'intervention
 de la Chambre pour régulariser la situation d'an-
 ciennes institutrices des écoles gardiennes et pour lui
 faire obtenir une indemnité de la Caisse de secours
 pour les instituteurs.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.*

10. 116. Par pétition datée d'Anvers, le 8 février 1919,
 Les président et secrétaire du Syndicat des patrons
 peintres demandent à la Chambre qu'une indemnité
 soit allouée aux patrons peintres d'Anvers qui ont été
 particulièrement éprouvés par la guerre.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires économiques.*

11. 118. Par pétition datée de Bruxelles, le 10 février 1919,
 Le sieur Miles, Joseph, employé à l'administration
 des postes et télégraphes, expose la situation qui lui est

Numéros
du
feuilleton. Numéros
du
registre des
pétitions.

faite, par suite de l'impossibilité dans laquelle il s'est trouvé de payer son loyer.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.*

12. 121. Par pétition datée de Fontenoille,
Le sieur Mazay, Jules, cultivateur à Fontenoille (Luxembourg), expose la triste situation de certains petits cultivateurs de sa commune et sollicite pour eux l'envoi de semences.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture.*

13. 122. Par pétition datée de Nederockérzeel, le 10 février 1919,
Le sieur Vabeke, Polydore, évacué de la ville de Menin, sollicite un secours qui lui permettrait d'acheter l'outillage de charpentier, afin qu'il puisse, par son travail, sortir de la profonde détresse où il se trouve du fait de la guerre.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.*

14. 127. Par pétition datée de Fayt lez-Seneffe, le 8 février 1919,
Le Conseil communal de Fayt lez-Seneffe transmet :
1^o Une requête émanant des chômeurs de la localité avec prière de la soumettre à la bienveillance des membres de la Chambre des Représentants ;
2^o Une délibération dudit Conseil sur la misère qui règne parmi la majeure partie des habitants de la localité.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.*

15. 129. Par pétition datée de Liège, le 2 février 1919,
Des habitants de Liège, victimes de la guerre, groupés en association, attirent l'attention de la Chambre sur leur situation et demandent le vote d'une loi en leur faveur.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

16. 131. Par pétition datée de Rouen, le 21 janvier 1919,
Le sieur Englebert (Adolphe), évacué d'Ypres et

Numéros
du
feuillet ton.
Numéros
du registre des
petitions.

réfugié à Rouen (France), sollicite l'intervention de la Chambre en vue d'obtenir une amélioration à sa situation.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

17. 132. Par pétition datée de Soignies, le 25 janvier 1919,
 Les président et secrétaire de l'Association libérale de Soignies signalent la situation des petits propriétaires durant les années de guerre et émettent le vœu de voir le projet de loi sur les loyers modifié dans un sens favorable aux propriétaires, tout en sauvegardant les intérêts des locataires.
 Ils demandent que dans le travail de reconstitution nationale il soit tenu compte des intérêts des classes moyennes.
 Ils sollicitent de l'État, en faveur des employés de l'industrie privée, l'application de mesures analogues à celles arrêtées au profit des agents des administrations de l'État.
 Ils émettent le vœu de voir le Gouvernement prendre des mesures en vue de l'abaissement du prix des vivres.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice et à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.*
18. 133. Par pétition datée de Feluy, le 2 février 1919,
 Les président et membres du Comité de Secours de Feluy (section du Comité National de Secours et d'Alimentation) sollicitent l'intervention de la Chambre auprès du Gouvernement en vue de remettre en vigueur la loi du 4 août 1914, relative à la fixation du prix des denrées alimentaires.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.*
19. 137. Par pétition datée de Zedelghem, le 23 février 1919,
 Le sieur Pynebrouck, Aloïs, de Zedelghem (Flandre Occidentale), sollicite l'autorisation d'acheter une baraque le long de l'Yser, pour en faire sa demeure.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

Numéros
du
feuilleton. Numéros
du
registro des
pétitions.

20. 140. Par pétition datée d'Alost,
Le docteur Antoine Hoorens, au nom de l'Association
médicale d'Alost, signale à la Chambre les ravages
qu'exerce la tuberculose et la prie de prendre des me-
sures propres à enrayer le mal.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

21. 141. Par pétition datée de Mont-Saint-Amand, le 26 fé-
vrier 1919,
Le collège des bourgmestre et échevins de Mont-
Saint-Amand transmet le vœu exprimé par le conseil
communal que dans la loi sur les loyers il soit inserit :
« que le paiement de l'arriéré des loyers et des pertes
subies soit supporté par l'État ».

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1918-1919.

COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCHRIFTEN (FEBRUARI 1919)

LIJST TOT OP 10 MAART 1919

VERZOEKSCHRIFTEN DOOR DE COMMISSIE ONDERZOCHT

Nummers Nummers
van van het register voor
de lijst. de verzoekschriften.

1. 102. Bij verzoekschrift uit Grand-Reng (Henegouw), gedagteekend 1 Februari 1919,

Vestigen de heeren Claeys en A. Juste, onderscheidenlijk voorzitter en secretaris van den Bond der Weggevoerden van Grand-Reng, namens de 130 weggevoerden dezer gemeente, de aandacht der Kamer op den neteligen toestand, waarin zij zich bevinden, en op het herstel der schade geleden wegens hunne langdurige gevangenhouding in Duitschland.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.*

2. 103. Bij verzoekschrift uit Champlon, gedagteekend 10 Februari 1919,

Vragen de onderwijzers van den kring Champlon (Luxemburg) :

- 1° De verhoging van hunnen weddestandaard;
- 2° De gelijkstelling met de overige Staatsbeamten;
- 3° De dagelijksche tegemoetkoming van 6 frank en den bijslag voor vrouw en kinderen, met terugwerkende kracht op 1 Januari 1917.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Wetenschappen en Kunsten.*

Nummers Nummers
van van het register voor
de lijst. de verzoekschriften.

3. 105. Bij verzoekschrift uit Ham-sur-Sambre, gedagteekend 12 Februari 1919,

Vraagt de heer Depasse, Jozef, militieplichtige van 1900, die gansch den oorlog heeft medegemaakt en sedert 1 Januari 1919 is vrijgesteld, tot welke overheid hij zich moet wenden om te bekomen dat het Comiteit zijner gemeente hem het brood levere, waarop bij recht heeft. — De belanghebbende is mijnwerker van beroep.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.*

4. 107. Bij verzoekschrift uit Barvaux, gedagteekend 13 Februari 1919,

Verzoeken gepensioneerde gendarmen uit het arrondissement Marche (Luxemburg) de Regeering hun onderdomspensioen te verhogen, de wet op die pensioenen te herzien en hun tegemoetkomingen voor levensduurte te verleenen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Oorlog.*

5. 108. Bij verzoekschrift uit Comblain-au-Pont, gedagteekend 15 Februari 1919,

Vraagt de heer Remy, rustend onderwijzer te Comblain-au-Pont, dat de statie van Liotte in deze gemeente behouden worde en een postdienst in gezegde statie worde ingericht.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen, Zeewesen, Posterijen en Telegrafen.*

6. 111. Bij verzoekschrift uit Moorsele, gedagteekend 17 Februari 1919,

Vraagt de heer Xaveer van den Hoecke, dat de Kamer tusschenbeide kome opdat de levensverzekerden bij de Maatschappijen niet al hunne rechten zouden verliezen wegens niet betaling der premiën gedurende den oorlog.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.*

7. 112. Bij verzoekschrift uit Oostende,

Geest het Comiteit van den Middenstandsbond te Oostende kennis aan de Kamer der Volksvertegen-

Nummers
van
de lijst. Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

woordigers van de wenschen uitgebracht ter algemeene vergadering van 23 Januari 1919 betreffende :

- a) De snellere verbetering van de verkeersmiddelen, met behulp van de werkloozen of van de Duitsche krijgsgevangenen ;
- b) De vergoeding voor alle oorlogsschade ;
- c) De regeling van het middenstandseredit ;
- d) De vertegenwoordiging van den middenstand in alle officiële Commissiën en Comiteiten ;
- e) De uitbreiding van den officieelen middenstands-dienst ;
- f) De kwijtschelding van het patentrecht voor hen die onder den oorlog, uit vaderlandsleide, weigerden hunne zaken voort te zetten ;
- g) De bescherming van den middenstand in zijne vakinrichting.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, naar den Minister van Spoorwegen, Zee-wezen, Posterijen en Telegrafen en naar den Minister van Economische Zaken.

8. 114. Bij verzoekschrift uit Ardoye, gedagteekend 12 Januari 1919,

Deelen de Voorzitter en de Schatbewaarder van « De Burgersbond » te Ardoye aan de Kamer mede, dat zij zich vereenigen met de besluiten van den Middenstandsbond te Brugge.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

9. 115. Bij verzoekschrift uit Tienen, gedagteekend 16 Februari 1919,

Vraagt Mejuffer Emerence Mertens dat de Kamer tusschenbeide kome om den toestand van oud-onderwijzeressen aan de bewaarscholen te regelen en haar door de Onderstandskas voor de onderwijzers eene tegemoetkoming te doen bekomen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Wetenschappen en Kunsten.

10. 116. Bij verzoekschrift uit Antwerpen, gedagteekend 8 Februari 1919.

Vragen de voorzitter en de schrijver van het Syn-

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

dicaat der meesters-schilders, dat eene vergoeding toegekend worde aan de schildersbazen van Antwerpen, die door den oorlog bijzonder beproefd zijn geworden.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.

11. 148. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 10 Februari 1919,

Legt de heer Miles, Jozef, beambte bij het bestuur der Posterijen en Telegrafen, den toestand uiteen, waarin hij zich bevindt wegens zijn onvermogen om zijne huishuur te betalen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen.

12. 121. Bij verzoekschrift uit Fontenoille,

Legt de heer Mazay, Julius, landbonwer, te Fontenoille (Luxemburg), den pijlijken toestand uiteen, waarin sommige kleine landbouwers van zijne gemeente zich bevinden; en vraagt dat hun zaaizaad gezonden worde.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Landbouw.

13. 122. Bij verzoekschrift uit Nederockerzeel, gedagteekend 10 Februari 1919,

Vraagt de heer Vabeke, Polydoor, uitgedreven van Meenen, dat hem onderstand worde verleend opdat hij timmermanswerktuigen kunne aankopen ten einde, door zijn arbeid, te kunnen geraken uit den ellen-digen toestand, waarin de oorlog hem heeft gebracht.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

14. 127. Bij verzoekschrift uit Fayt-bij-Seneffe, gedagteekend 8 Februari 1919,

Deelt de Gemeenteraad van Fayt-bij-Seneffe mede :

1° Eene aanvraag van de werklozen der gemeente met verzoek ze aan de welwillendheid der Kamerleden aan te bevelen;

2° Eene beraadslaging van gemelden Raad betreffende de ellende waarin het grootste aantal van de gemeente-bewoners zich bevinden.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

- | Nummers
van
de lijst. | Nummers
van het register voor
de verzoekschriften. |
|-----------------------------|--|
| 45. | <p>429. Bij verzoekschrift uit Luik, gedagteekend 2 Februari 1919,</p> <p>Vestigen ingezetenen van Luik, oorlogsslachtoffers, in eene vereeniging gegroepeerd, de aandacht der Kamer op hunnen toestand en vragen dat eene wet te hunnen bate worde ingevoerd.</p> <p><i>BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.</i></p> |
| 16. | <p>431. Bij verzoekschrift uit Rouen, gedagteekend 21 Januari 1919,</p> <p>Vraagt de heer Englebert (Adolf), uitgedrevene van Ieperen en verblijvende te Rouen (Frankrijk), dat de Kamer tusschenbeide kome om zijnen toestand te verbeteren.</p> <p><i>BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.</i></p> |
| 17. | <p>432. Bij verzoekschrift uit Zinnik, gedagteekend 25 Januari 1919,</p> <p>Vestigen de voorzitter en de schrijver van de Liberaal Vereeniging van Zinnik de aandacht op den toestand der kleine eigenaars gedurende de oorlogsjaren en drukken den wensch uit, dat het ontwerp van huishuurwet ten voordeele der eigenaars worde gewijzigd zonder de belangen der huurders te schaden.</p> <p>Zij vragen dat bij de herinrichting van het Land rekening worde gehouden met de belangen van den middenstand.</p> <p>Zij vragen, ten bate van de bedienden in de privaat nijverheid, dat de Staat dezelfde maatregelen toepasse als die welke genomen zijn ten bate van de Staatsbedienden.</p> <p>Zij uiten den wensch, dat de Regeering maatregelen neme om den prijs der levensmiddelen te doen dalen.</p> <p><i>BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie en naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.</i></p> |
| 18. | <p>433. Bij verzoekschrift uit Feluy, gedagteekend 2 Februari 1919,</p> <p>Vragen de voorzitter en de leden van het Steuncomiteit van Feluy (Afdeeling van het Nationaal Comiteit van</p> |

Nummers Nominers
van van het register voor
de lijst. de verzoekschriften.

Hulp en Voeding) dat de Kamer tusschenbeide kome opdat de Regeering de wet van 4 Augustus 1914, houdende vaststelling van de prijzen der eetwaren, opnieuw van kracht make.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.*

19. 137. Bij verzoekschrift uit Zedelgem, gedagteekend 23 Februari 1919,

Vraagt de heer Pynebrouck, Aloïs, te Zedelgem (West-Vlaanderen), machtiging om een barak langs den Yzer aan te koopen, ten einde daarvan zijne woning te maken.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.*

20. 140. Bij verzoekschrift uit Aalst,

Vestigt Dr Antoon Hoorens, namens de Geneeskundige Vereeniging van Aalst, de aandacht der Kamer op de verwoestingen aangericht door de tuberculose en verzoekt haar maatregelen te nemen om het kwaad uit te roeien.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.*

21. 141. Bij verzoekschrift uit Sint-Amantsberg, gedagteekend 26 Februari 1919,

Maakt het College van Burgemeester en Schepenen van Sint-Amantsberg den wensch over, door den Gemeenteraad uitgedrukt, dat in de huishuurwet worde vermeld : « dat de betaling van de achterstallige huis-huren en van de geleden schade ten laste van den Staat kome ».

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

